

Investissements en capital-risque

Les investissements en capital-risque ne jouent pas un rôle prépondérant lors de la création d'une entreprise en Europe

Statistiques en bref

SCIENCE ET TECHNOLOGIE

36/2007

Auteur

Bernard FÉLIX

Contenu

Principaux résultats..... 1

Investissements en capital-risque : phase préliminaire 2

Investissements en capital-risque : phase d'expansion et de remplacement 3

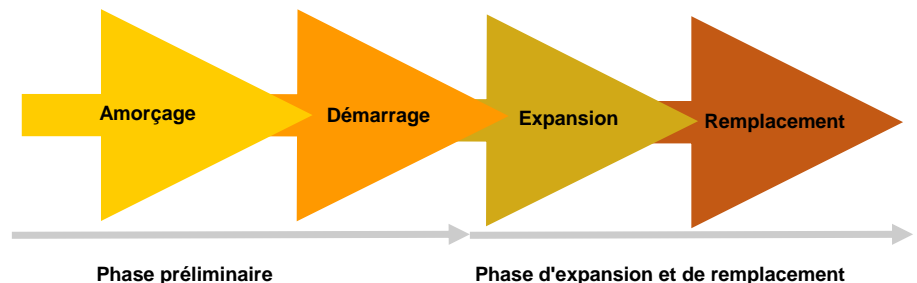
Financement par le capital-risque : une priorité secondaire pour les nouvelles entreprises 5

Le capital-risque à travers le monde : un aperçu..... 6

Principaux résultats

- Les investissements en capital-risque ont connu un essor en 2000 aux États-Unis et en Europe, mais les marchés de capital-risque se sont effondrés dans les années qui ont suivi. En 2004 et 2005, la situation s'est stabilisée et, dans certains pays, ce type de financement semble connaître une reprise.
- En Europe, le Royaume-Uni est le numéro un incontesté pour le recours aux investissements en capital-risque comme source de financement, alors que le Danemark et la Suède arrivent en tête pour les investissements en capital-risque exprimés en pourcentage du PIB.
- Les résultats de l'enquête montrent que l'accès au financement est perçu comme un obstacle à la création ou au développement d'une activité, mais, selon les chefs d'entreprise, c'est la charge administrative qui les entrave le plus.
- Les chefs d'entreprise européens préfèrent toujours les formes plus traditionnelles de financement, comme les fonds ou économies personnels, aux formes plus innovantes comme le capital-risque.
- Des associations de sociétés de capital-risque existent dans de nombreux pays à travers le monde; les associations en Chine, en Hongrie et aux États-Unis ne sont que trois exemples parmi d'autres.

Graphique 1: Résumé des différentes phases d'investissement



Phases d'investissement du développement d'une entreprise

Source: Eurostat



Investissements en capital-risque: phase préliminaire

Tableau 2: Investissements en capital-risque (ICR) en phase préliminaire pour certaines années en Mio EUR et TCAM en %, pour l'UE-15, la ZE-12 et par pays

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	TCAM 2000-2005
UE15 Union européenne	:	314,8 s	6 405,5 s	3 977,4 s	2 606,8 s	1 976,3 s	2 283,8 s	2 282,1 s	-18,7
ZE12 Zone euro	:	277,4 s	4 531,5 s	2 668,3 s	1 619,6 s	1 090,0 s	1 066,3 s	1 188,1 s	-23,5
BE Belgique	9,0	6,4	264,8	99,0	108,9	37,8	47,2	61,8	-25,3
CZ Rép. tchèque	:	:	15,6	6,7	0,5	0,7	0,2	0,0	-67,6
DK Danemark	5,7	3,4	34,0	151,8	137,6	93,3	165,7	106,9	25,7
DE Allemagne	33,5	89,1	1 652,6	1 154,3	560,8	292,4	353,5	304,9	-28,7
EL Grèce	:	3,2	9,2	31,5	13,0	11,4	3,0	0,0	-24,5
ES Espagne	12,5	17,6	200,0	110,9	106,1	56,2	69,1	117,7	-10,1
FR France	94,9	26,6	1 154,9	561,6	401,0	395,0	410,3	472,1	-16,4
IE Irlande	1,0	0,9	111,6	37,6	27,4	32,9	27,8	36,1	-20,2
IT Italie	12,3	44,9	539,7	291,4	64,6	58,8	22,8	29,8	-44,0
HU Hongrie	:	:	1,7	15,7	2,4	0,3	0,0	3,6	16,5
NL Pays-Bas	20,6	76,3	372,4	184,0	201,3	35,7	38,9	10,1	-51,4
AT Autriche	1,5	0,3	60,2	41,5	27,5	29,7	17,4	28,4	-13,9
PL Pologne	:	:	41,8	25,0	9,8	2,2	0,0	0,5	-58,5
PT Portugal	9,0	4,2	30,8	16,0	10,3	55,7	36,1	58,5	13,7
SI Slovénie	:	:	:	:	:	1,0	:	:	:
SK Slovaquie	:	:	0,0	2,7	0,8	0,0	2,1	0,4	55,1
FI Finlande	7,6	7,9	135,4	140,4	98,7	84,5	40,2	68,8	-12,7
SE Suède	4,0	6,1	227,7	238,4	249,1	171,3	232,2	148,6	-8,2
UK Royaume-Uni	118,9	27,9	1 612,3	918,9	600,5	621,7	819,7	838,4	-12,3
RO Roumanie	:	:	1,4	1,6	2,4	0,0	0,0	3,6	20,5
IS Islande	:	:	36,6	6,0	2,1	:	:	:	:
NO Norvège	5,9	5,3	104,0	65,4	73,1	55,6	31,1	67,6	-8,3
CH Suisse	12,2	0,7	58,2	74,8	131,6	89,2	60,8	76,8	5,7
US États-Unis	:	2 278,1	31 131,6	10 477,0	4 420,5	3 377,8	3 506,6	3 474,2	-35,5

République tchèque et Grèce: TCAM 2000-2004.

Source: Eurostat

Tripler les investissements d'amorçage par les fonds en capital-risque

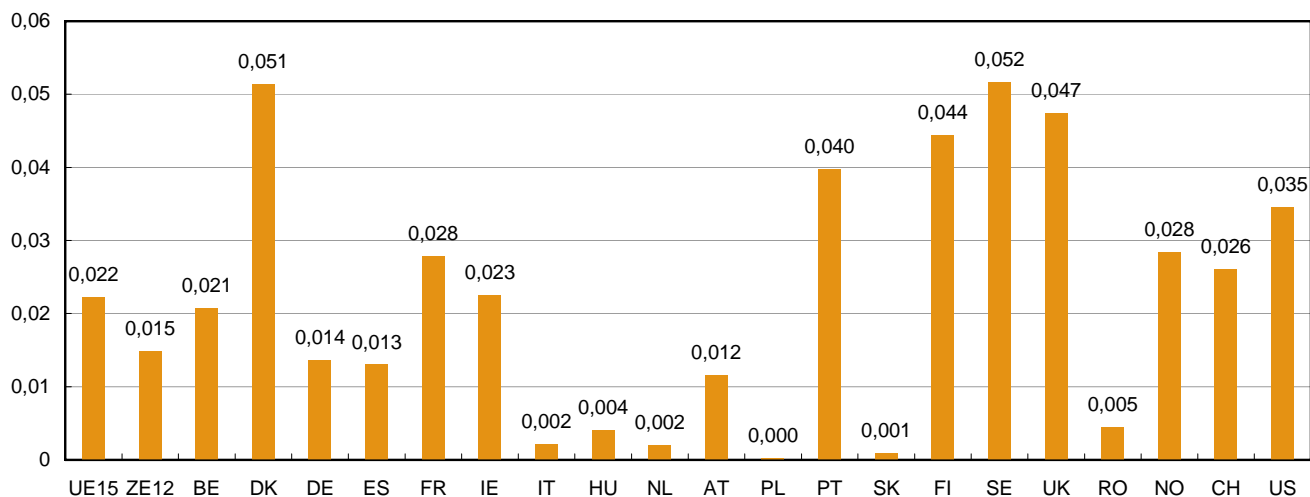
Le manque de capitaux d'amorçage paralyse la croissance des PME au sein de l'Union européenne. Aux États-Unis, les investissements en capitaux d'amorçage s'élèvent à environ à 0,04 % du PIB. En 2004, la Suède, le Danemark et le Royaume-Uni ont atteint ou dépassé ce niveau. Si le reste de l'Union européenne faisait de même, quelque 6 milliards d'euros pourraient être investis chaque année. Cela équivaldrait à un triplement du volume actuel. Si le volume visé a parfois été brièvement atteint dans le passé, le défi est de réussir à le maintenir de façon durable. Certains de ces investissements sont peut-être la clé du futur de l'Europe.

Source: Communication de la Commission, Bruxelles, 29.6.2006, COM(2006) 349 final.

Les investissements en capital-risque sont généralement utilisés pour financer les start-up et les entreprises à croissance rapide. Ces investissements présentent souvent un risque, mais, en cas de réussite, ils peuvent assurer un rendement substantiel. Comme le montre le graphique 1, on distingue plusieurs phases: la phase préliminaire (amorçage + démarrage), la phase d'expansion et la phase de remplacement – voir également les notes méthodologiques.

Dans la plupart des pays, les investissements en capital-risque ont commencé au début des années 90. Jusqu'en 1995, les montants investis étaient relativement faibles. En 2000, on a assisté à un essor de l'utilisation des investissements en capital-risque comme source de financement, ce qui a permis la création de nombreuses start-up.

Graphique 3: ICR en phase préliminaire en pourcentage du PIB, par pays, 2005



Source: Eurostat

Mais cette période florissante n'a pas duré longtemps et les montants investis ont chuté rapidement au cours des deux années suivantes. Dans la plupart des pays, les investissements en capital-risque sont descendus à leur plus bas niveau en 2003, même si les montants concernés étaient nettement plus élevés qu'en 1995.

Depuis 2004, la situation semble s'être stabilisée pour cette source de financement et l'on peut observer de modestes taux de croissance; néanmoins, en 2005, seuls très peu de pays avaient retrouvé leurs niveaux d'investissement de 2000.

Les tendances sont identiques pour le financement en phase préliminaire et en phase d'expansion et de remplacement, même si le redressement des investissements en phase préliminaire semble nécessiter plus de temps.

Des pays tels que le Danemark et le Portugal récupèrent plus rapidement que les autres. Alors qu'en 2000 on a assisté à un incroyable essor des investissements en capital-risque aux États-Unis, le recul qui a suivi a également été très brutal – beaucoup plus brutal que dans les pays européens. Le redressement semble aussi prendre plus de temps aux États-Unis.

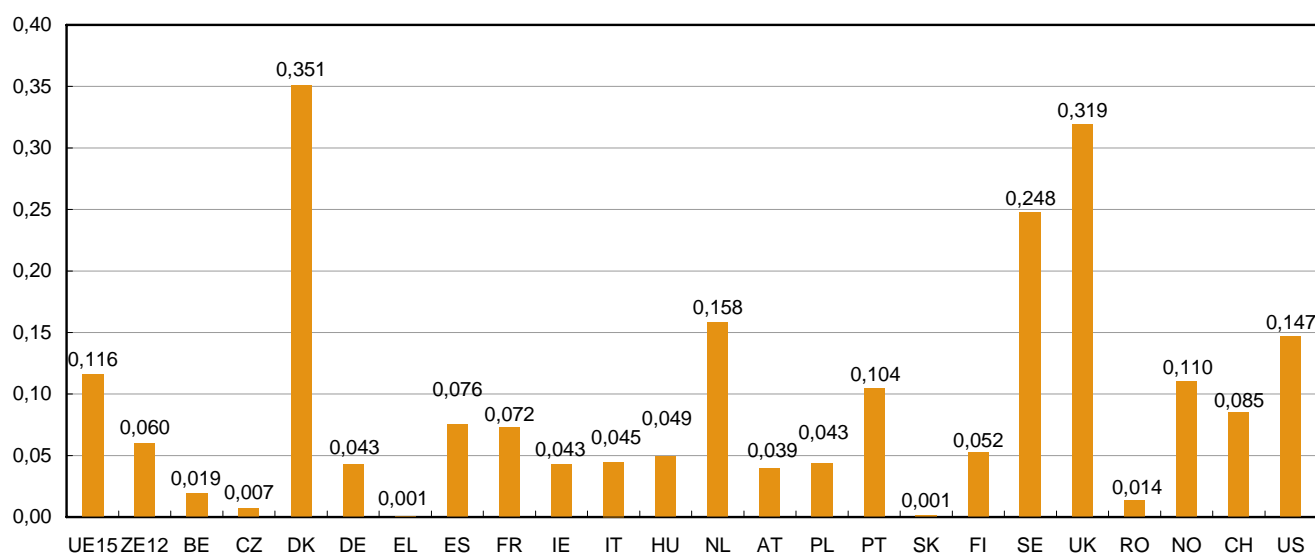
Investissements en capital-risque : phase d'expansion et de remplacement

Tableau 4 : Investissements en capital-risque : phase d'expansion et de remplacement pour certaines années en Mio EUR et TCAM en %, pour l'UE-15, la ZE-12 et par pays

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	TCAM 2000-2005
UE15 Union européenne	:	2 511,8	13 226,4 s	8 708,1 s	7 406,2 s	8 175,0 s	8 365,2 s	11 849,8 s	-2,2
ZE12 Zone euro	:	1 703,9	8 136,3 s	5 658,1 s	4 619,8 s	4 378,2 s	4 662,4 s	4 760,4 s	-10,2
BE Belgique	55,4	99,7	266,4	207,7	122,3	84,9	179,4	56,7	-26,6
CZ Rép. tchèque	:	:	105,9	19,8	28,6	1,1	8,8	6,4	-42,9
DK Danemark	5,3	25,5	157,5	168,7	96,8	106,8	117,6	730,4	35,9
DE Allemagne	382,4	442,3	2 274,5	1 628,1	801,1	415,5	725,8	966,9	-15,7
EL Grèce	:	5,0	185,8	70,0	32,4	11,3	2,1	1,2	-63,8
ES Espagne	54,1	121,2	609,9	913,1	623,6	912,0	1 225,9	682,8	2,3
FR France	478,6	486,2	2 128,8	789,5	866,0	1 413,7	1 278,3	1 228,0	-10,4
IE Irlande	31,0	17,7	105,8	89,6	77,7	46,5	33,4	68,7	-8,3
IT Italie	162,9	176,4	1 065,4	879,3	1 010,7	716,7	541,1	633,4	-9,9
HU Hongrie	:	:	29,2	10,4	14,9	21,2	95,7	43,1	8,1
NL Pays-Bas	151,1	283,7	1 187,7	857,0	740,8	444,9	378,4	791,8	-7,8
AT Autriche	4,5	0,8	88,5	86,5	99,9	71,1	104,7	96,5	1,7
PL Pologne	:	:	159,8	121,7	88,4	83,1	96,4	103,8	-8,3
PT Portugal	28,0	49,7	107,1	62,3	51,3	54,5	120,1	153,4	7,5
SI Slovénie	:	:	:	:	:	1,2	:	:	:
SK Slovaquie	:	:	1,5	5,8	2,1	2,8	2,1	0,5	-18,0
FI Finlande	9,2	21,4	116,4	74,8	193,8	207,0	73,3	81,0	-7,0
SE Suède	36,2	27,3	336,3	771,2	424,1	239,2	447,0	713,7	16,2
UK Royaume-Uni	788,0	755,1	4 596,3	2 110,2	2 265,4	3 450,8	3 138,1	5 645,4	4,2
RO Roumanie	:	:	16,2	21,6	14,4	59,3	0,0	10,8	-7,7
IS Islande	:	:	68,3	12,3	10,7	:	:	:	:
NO Norvège	41,6	113,8	187,6	210,9	118,2	190,8	168,3	261,9	6,9
CH Suisse	26,3	26,8	138,1	90,6	143,9	59,3	62,1	250,3	12,6
US États-Unis	:	3 727,8	81 722,7	34 791,2	18 592,0	13 979,5	14 203,0	14 724,7	-29,0

Source : Eurostat

Graphique 5 : ICR en phase d'expansion et de remplacement en pourcentage du PIB, par pays, 2005



Source : Eurostat

Tableau 6 : Investissements en capital-risque (phase préliminaire + phase d'expansion et de remplacement) en Mio EUR, capitalisation boursière en Mrd EUR, 2005, manque d'indicateur de financement extérieur en %, 2004, et taux de création en %, 2003, par pays

	2005			2004	2003
	ICR en phase préliminaire	ICR en phase d'expansion et de remplacement	Capitalisation boursière ⁽¹⁾	Pourcentage d'entreprises ayant une forte activité d'innovation citant le manque de financement extérieur comme un facteur important entravant l'innovation ⁽²⁾	Taux de création d'entreprises ⁽³⁾
UE15 Union européenne	2 282,1 s	11 849,8 s	8 642,9 UE25	:	8,26
ZE12 Zone euro	1 188,1 s	4 760,4 s	:	:	:
BG Bulgarie	:	:	1,1	20,9	:
BE Belgique	61,8	56,7	244,6	11,2	7,04
CZ Rép. tchèque	0,0	6,4	45,9	11,5	10,13
DK Danemark	106,9	730,4	:	9,0	9,27
DE Allemagne	304,9	966,9	1 035,3	11,4	:
EE Estonie	:	:	3,0	19,3	15,47
EL Grèce	0,0	1,2	123,0	32,3	:
ES Espagne	117,7	682,8	813,8	26,6	9,78
FR France	472,1	1 228,0	1 490,9	9,6	:
IE Irlande	36,1	68,7	96,7	12,5 p	:
IT Italie	29,8	633,4	676,6	18,8	7,72
CY Chypre	:	:	5,6	23,8	:
LV Lettonie	:	:	2,2	58,2	10,20
LT Lituanie	:	:	6,9	18,8	9,20
LU Luxembourg	:	:	43,5	5,3	10,61
HU Hongrie	3,6	43,1	27,5	19,6	10,30
NL Pays-Bas	10,1	791,8	:	9,7	8,45
AT Autriche	28,4	96,5	107,1	9,3	:
PL Pologne	0,5	103,8	79,0	15,3	6,38 p
PT Portugal	58,5	153,4	:	26,2	:
SI Slovénie	:	:	6,7	15,2	6,59
SK Slovaquie	0,4	0,5	4,0	24,1	8,83
FI Finlande	68,8	81,0	:	16,5	7,71
RO Roumanie	3,6	10,8	15,2	10,1	18,74
SE Suède	148,6	713,7	:	12,6	6,07
UK Royaume-Uni	838,4	5 645,4	2 599,4	:	13,24
IS Islande	:	:	24,4	16,5	:
NO Norvège	67,6	261,9	162,0	11,7	10,09
CH Suisse	76,8	250,3	792,8	:	3,50
US États-Unis	3 474,2	14 724,7	14 338,0	:	:

(1) Les données nationales ne sont plus disponibles pour plusieurs pays en raison de la fusion de leurs bourses. Ainsi, EURONEXT est une fusion des bourses française, belge, néerlandaise et portugaise. OMX est né de la fusion des bourses finlandaise, suédoise, danoise, estonienne, lituanienne et lettone.

Exception par rapport à l'année de référence : IT : 2004, EU_V, DK, NO : 2001, BE : 2000

(2) Le calcul repose sur les résultats de la quatrième enquête communautaire sur l'innovation (ECI4).

(3) Taux de création : nombre de créations d'entreprises au cours de la période de référence (t) divisé par le nombre d'entreprises actives durant la période t.

EU_V : Union européenne – agrégat variant en fonction des pays disponibles (voir les notes méthodologiques). La valeur pour l'UE-15 est EU_V.

Source : Eurostat

En général, les montants des ICR en phase préliminaire sont nettement plus faibles que ceux des capitaux d'expansion et de remplacement. Le cas de la Belgique constitue une exception en 2005, car les ICR en phase préliminaire sont supérieurs aux ICR en phase d'expansion et de remplacement. En valeurs absolues, le Royaume-Uni arrive en tête en 2005, suivi à quelque distance par la France et l'Allemagne. Dans l'UE-15, 48 % des ICR en phase d'expansion et de remplacement proviennent du Royaume-Uni, de même que 37 % des ICR en phase préliminaire. Exprimés en pourcentage du PIB, le Danemark et la Suède arrivent en tête pour les ICR en phase préliminaire, suivis par le Royaume-Uni. Pour les ICR en phase d'expansion et de remplacement, exprimés en pourcentage du PIB, le Danemark occupe la première place, le Royaume-Uni la deuxième et la Suède la troisième.

Dans le classement basé sur la capitalisation boursière en chiffres absolus, on retrouve le même ordre que pour les ICR : le Royaume-Uni en tête (2 599 Mrd EUR), suivi par la France (1 491 Mrd EUR) et l'Allemagne (1 035 Mrd EUR).

Les récents résultats de la quatrième enquête communautaire sur l'innovation (ECI4) ont permis de mieux comprendre les différents facteurs entravant les activités d'innovation. L'indicateur «Pourcentage d'entreprises ayant une forte activité d'innovation citant le manque de financement extérieur comme un facteur important entravant l'innovation» varie considérablement d'un pays à l'autre. Alors qu'au Luxembourg, le taux est très bas, avec 5,3 %, en Lettonie, il atteint 58,2 %. Il s'agit toutefois ici des deux valeurs extrêmes. Dans la majorité des pays, ce taux se situe entre 10 % et 20 %. La Grèce, l'Espagne et le Portugal sont les seuls «anciens» États membre de l'UE où il dépasse 25 %.

Cela signifie que, dans ces pays, plus d'une entreprise sur quatre ayant des activités d'innovation considère le manque de financement provenant de sources extérieures à l'entreprise comme un facteur très important qui freine l'innovation dans ses activités.

Le «taux de création» d'entreprises reflète la création de nouvelles entreprises et le dynamisme d'une économie.

La Roumanie présente le taux de création d'entreprises le plus élevé en 2003, les nouvelles entreprises représentant 18,74 % des entreprises actives. Elle est suivie par l'Estonie et le Royaume-Uni qui affichent respectivement des taux de 15,47 % et 13,24 %.

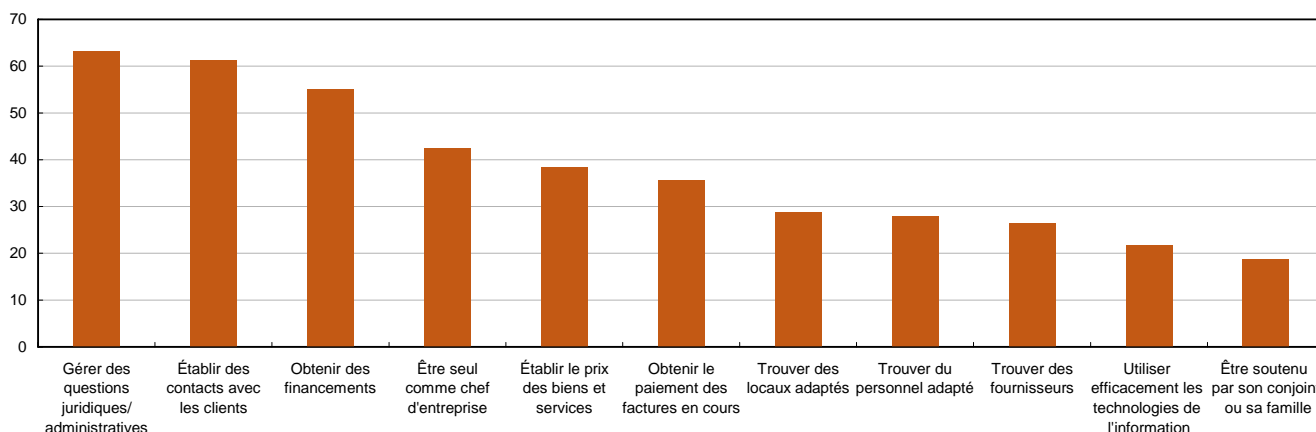
Financement par le capital-risque : une priorité secondaire pour les nouvelles entreprises

Dans le cadre de l'enquête européenne sur les facteurs de réussite des entreprises, réalisée en 2005, les créateurs d'entreprise ont été interrogés sur les difficultés rencontrées lors de la création de leur entreprise. La première difficulté mentionnée par une majorité de nouveaux chefs d'entreprise (63 %) est de «gérer des questions juridiques/ administratives». La deuxième difficulté – pour 61 % des chefs d'entreprise – est d'«établir des contacts avec les clients», «obtenir des financements» étant cité comme la troisième difficulté lors de la création d'entreprise (55 %), selon une

moyenne établie pour les pays disponibles. En moyenne, plus de la moitié des chefs d'entreprise fait part de préoccupations à propos de ce facteur.

Les moyennes masquent dans une certaine mesure les différences nationales. Dans certains pays, le problème du financement d'une nouvelle entreprise est considéré comme beaucoup plus sérieux que dans d'autres. Tandis que 27 % des chefs d'entreprise danois citent l'accès au financement comme une difficulté au démarrage d'une entreprise, ils sont 78 % au Luxembourg à mentionner ce facteur.

Graphique 7 : Difficultés lors de la création d'une entreprise, moyenne des pays disponibles (BG, CZ, DK, IT, LT, LU, AT, RO, SK et SE), en % des réponses totales pour chaque choix de réponse

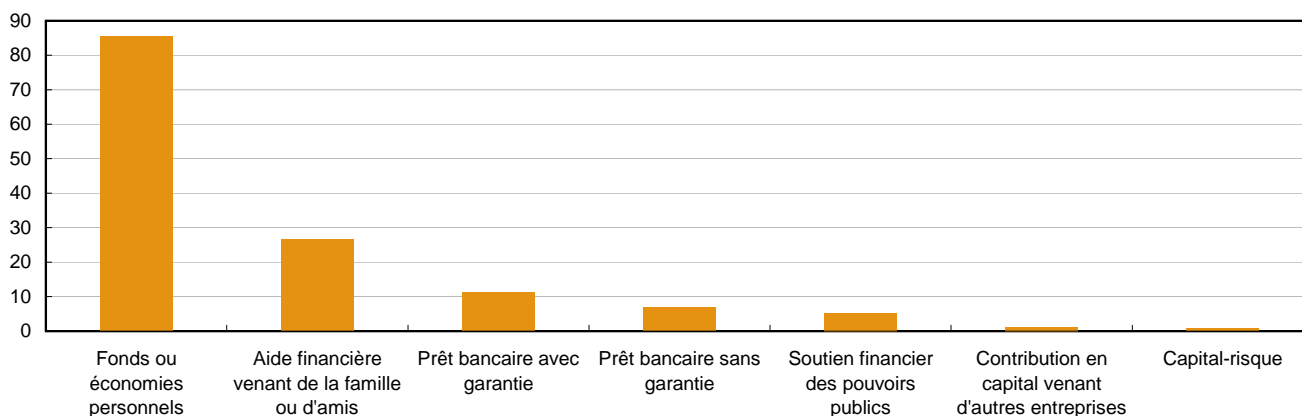


Source : Eurostat, enquête «Facteurs de réussite des entreprises»

Les créateurs d'entreprise ont, en grande majorité, financé leur activité avec leurs fonds ou économies personnels. Moins d'un tiers a reçu une aide financière de membres de la famille ou d'amis. Environ 11 % ont bénéficié d'un prêt bancaire avec garantie et 7 % d'un prêt bancaire sans garantie. Seuls 5 %

ou moins ont choisi une ou plusieurs des trois autres sources de financement citées pour démarrer leur entreprise. Le capital-risque n'est choisi qu'en dernier ressort pour financer une création d'entreprise, moins de 1 % des chefs d'entreprise ayant opté pour cette solution.

Graphique 8 : Financement d'une création d'entreprise, moyenne des pays disponibles (BG, CZ, DK, IT, LT, LU, AT, RO, SK et SE), en % des réponses totales pour chaque choix de réponse

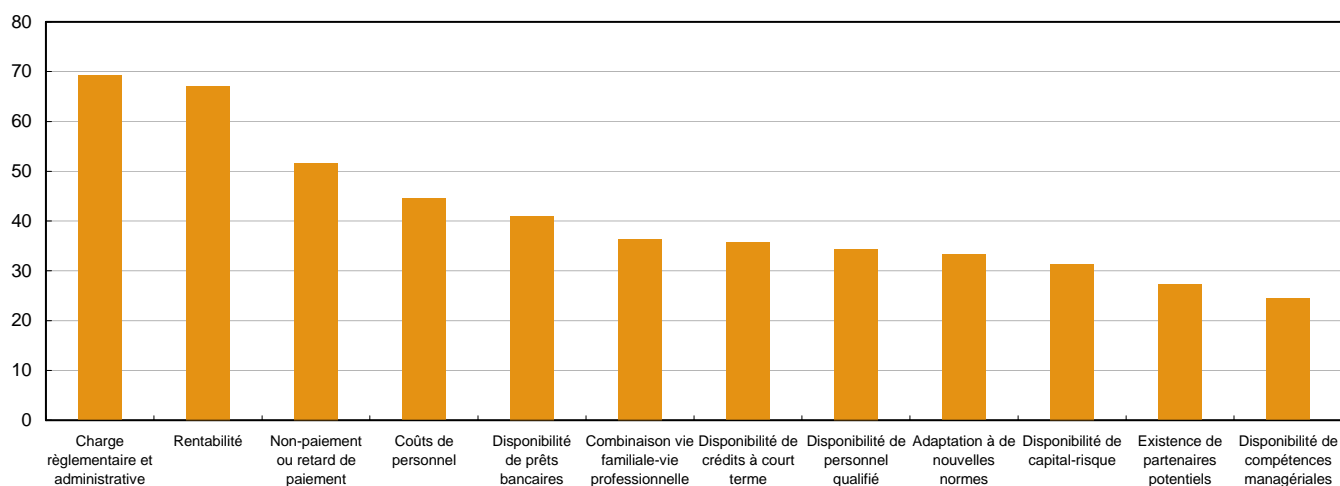


Source : Eurostat, enquête «Facteurs de réussite des entreprises»

En ce qui concerne les obstacles au développement de l'activité d'une entreprise, il a été demandé aux chefs d'entreprise de choisir dans une liste de douze facteurs possibles. Il semble que tous les facteurs proposés interviennent dans une mesure plus ou moins grande comme des obstacles. Le premier et principal frein est la charge réglementaire et administrative, qui correspond bien aux difficultés lors de la création d'entreprise présentées dans le graphique 7.

La «disponibilité de capital-risque» arrive en moyenne à la 10^e place (33 %) parmi les entraves au développement de l'activité d'une entreprise. Cela signifie qu'un créateur d'entreprise sur trois considère la disponibilité de capital-risque comme un obstacle au développement de son entreprise.

Graphique 9 : Obstacles au développement de l'activité d'une entreprise, moyenne des pays disponibles (BG, CZ, DK, IT, LT, LU, AT, RO, SK et SE), en % des réponses totales pour chaque choix de réponse



Source : Eurostat, enquête «Facteurs de réussite des entreprises»

Le capital-risque à travers le monde : un aperçu

Il existe des associations nationales de sociétés de capital-risque dans la plupart des pays européens, mais aussi dans de nombreux autres pays à travers le monde, comme en Chine, en Finlande, en Hongrie, en Israël et aux États-Unis. Des associations de ce type existent également en Afrique, en Russie, en Inde et au Brésil.

La plupart des associations de sociétés de capital-risque ont commencé leur activité dans les années 1980 ou au début des années 1990. Leur but est de représenter la communauté des investisseurs en capital-risque d'un pays ou d'une région.

L'Association européenne des sociétés de capital-risque (EVCA) représente le secteur européen des sociétés de prise de participations privées depuis 1983.

Les missions des associations de sociétés de capital-risque sont semblables partout dans le monde, certaines de leurs principales activités étant les suivantes :

- améliorer la connaissance du public en ce qui concerne le travail des investisseurs en capital-risque et de capitaux propres privés;
- coopérer avec les institutions et associations aux niveaux national, européen et international;
- réduire les obstacles en matière fiscale et de droit des sociétés pour les investisseurs en capital-risque et en fonds propres privés dans leur pays;

- faciliter la recherche et l'accès au capital-risque et aux fonds propres privés pour ceux qui en ont besoin;
- observer le marché et analyser les tendances et évolutions;
- encourager leurs membres à échanger leurs expériences et à coopérer;
- publier des informations, des statistiques et des brochures sur le capital-risque et les fonds propres privés dans le pays.

Qui sont les membres de ces associations ?

On distingue, en général, au moins deux types de membres : les membres de plein droit (ou primaires) et les membres associés.

Les membres de plein droit sont, dans la plupart des cas, des investisseurs tels que des banques et des établissements financiers, mais aussi d'autres sociétés.

Les membres associés jouent généralement un rôle de consultants et sont, pour la plupart, des juristes, des économistes, des conseillers juridiques et fiscaux.

➤ CE QU'IL FAUT SAVOIR — NOTES MÉTHODOLOGIQUES

Définitions et sources

Les **investissements en capital-risque** (ICR) correspondent aux capitaux propres privés levés pour investir dans des entreprises. Ce terme n'inclut pas les rachats par endettement d'une entreprise réalisé par son équipe dirigeante avec tout ou une partie des salariés (Management buy-out) ou les achats d'une société, le plus souvent financée par endettement, accompagné de l'arrivée d'une nouvelle équipe de direction (Management buy-in) et l'acquisition d'actions de sociétés cotées.

Les données proviennent de l'Association européenne des sociétés de capital-risque (EVCA). Les données pour les États-Unis sont établies à partir de d'informations de la National Venture Capital Association (NVCA – Association nationale de capital-risque).

Le **produit intérieur brut** (PIB) aux prix du marché est défini conformément au Système européen de comptes nationaux et régionaux dans la Communauté (SEC 95).

La **capitalisation boursière** indique la taille et les résultats des marchés boursiers et, partant, l'importance du capital des investisseurs privés dans l'économie. Elle est calculée en multipliant le volume d'actions cotées en bourse par leur prix de marché.

Les sources de données sont la Fédération internationale des bourses de valeurs (World Federation of Exchanges), la Fédération des bourses européennes (FBE) et les institutions nationales.

La **quatrième enquête communautaire sur l'innovation** (EC14) est la plus récente des enquêtes destinées à évaluer l'activité d'innovation dans les entreprises et couvre les États membres de l'UE, les pays candidats à l'adhésion ainsi que l'Islande et la Norvège. La période d'observation couvre les années 2002 à 2004.

Les données sont collectées par les autorités nationales, puis transmises à Eurostat.

Le **taux de création** d'entreprises est un indicateur dérivé de la collecte des données sur la démographie des entreprises. Il est défini comme le nombre de créations d'entreprises au cours de la période de référence (t) divisé par le nombre d'entreprises actives durant la période t.

Toutes les données sont fournies par les instituts nationaux de statistique.

L'**enquête sur les «facteurs de réussite des entreprises»** a été réalisée, sous la direction d'Eurostat, dans 13 États membres (CZ, DK, EE, FR, IT, LV, LT, LU, AT, PT, SI, SK et SE) et dans les pays en voie d'adhésion (BG et RO). L'agrégat EU_V est composé de 10 pays (BG, CZ, DK, IT, LT, LU, AT, RO, SK et SE), pour lesquels on dispose le plus souvent de données. Cette enquête a débuté entre juin 2005 et janvier 2006 et a été achevée entre septembre 2005 et avril 2006.

Les résultats de cette enquête fournissent des informations sur les facteurs qui déterminent la réussite et la croissance des entreprises nouvellement créées, en s'intéressant particulièrement aux motivations poussant à créer sa propre entreprise, aux obstacles et aux risques rencontrés durant les premières années d'existence, à la situation actuelle de l'entreprise et à ses projets de développement.

Les données ont généralement été collectées par les instituts nationaux de statistique.

Glossaire

Le **capital en phase préliminaire** (ou **de départ**) est défini comme le financement accordé aux entreprises avant qu'elles ne commencent la fabrication commerciale et les ventes et avant qu'elles ne fassent des bénéfices. Il englobe le capital d'amorçage («*seed capital*») et le capital de démarrage («*start-up capital*»).

Le **capital d'expansion** est défini comme le financement de la croissance et de l'expansion d'une entreprise qui a atteint le seuil de la rentabilité ou qui réalise déjà des bénéfices. Le capital peut servir à renforcer la capacité de production, à étendre le marché ou à développer des produits et/ou à augmenter les fonds de roulement. Il comprend le financement intérimaire pour la transition d'une société privée à une société cotée en bourse et le financement de sauvetage/reconversion.

Le **capital de remplacement** est défini comme l'achat d'actions détenues dans une entreprise par un autre organisme d'investissement en capitaux propres ou par un ou plusieurs autres actionnaires. Il comprend le refinancement des emprunts auprès des banques.

Le **capital d'amorçage** est défini comme le financement fourni pour l'étude, l'évaluation et le développement d'un concept initial avant qu'une entreprise ait atteint la phase de démarrage.

Le **capital de démarrage** est défini comme le capital mis à la disposition des entreprises pour le développement de produits et leur commercialisation initiale, la fabrication et la vente. Les entreprises peuvent être en cours de constitution ou en activité depuis peu de temps mais n'ont pas encore vendu leur produit commercialement.

Liens Internet

Association européenne des sociétés de capital-risque (European Private Equity and Venture Capital Association – **EVCA**)

<http://www.evca.com>

DG Entreprises et industrie

http://ec.europa.eu/enterprise/index_fr.htm

Abréviations

EU_V	Agrégat européen basé sur les données disponibles
p	Valeur provisoire
s	Estimation d'Eurostat
USD	Dollar des États-Unis

Les données figurant dans le présent numéro de Statistiques en bref reflètent la disponibilité des données de la base de référence d'Eurostat au 20 novembre 2006.

Pour en savoir plus :

Données : [Site Web EUROSTAT/Page d'accueil/Science et technologie/Données](#)

Science et technologie

 **Secteurs de haute technologie et services à haut niveau de savoir**

 **Secteurs à haute technologie et services à haut niveau de savoir:
statistiques économiques au niveau national**

 **Investissements de capital-risque**

Les journalistes peuvent contacter le service média support :

Bâtiment BECH, Bureau A4/125
L - 2920 Luxembourg

Tel. (352) 4301 33408

Fax (352) 4301 35349

E-mail: eurostat-mediasupport@ec.europa.eu

European Statistical Data Support:

Eurostat a mis en place, conjointement avec les membres du "Système statistique européen", un réseau de centres d'appui, qui couvrira presque tous les États membres et certains pays de l'AELE.

La mission de ces centres sera d'aider et d'orienter les utilisateurs qui se procureront des données statistiques européennes sur l'internet.

Vous trouverez sur notre site internet des informations sur ce réseau de centres d'appui:

<http://ec.europa.eu/eurostat/>

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à :

l'Office des publications officielles des Communautés européennes.

2, rue Mercier
L - 2985 Luxembourg

URL: <http://publications.europa.eu>

E-mail: info-info-opoce@ec.europa.eu

La présente publication a été réalisée en collaboration avec Gesina DIERICKX.